La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

***«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée»* V. Hugo.**

N° **1159** - décembre 2014

SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

page 2 Et que la sagesse gagne !

MARIE-LOUISE DUBOIN *observe que beaucoup d'initiatives citoyennes ont des conséquences positives, mais pas encore suffisamment pour assurer que, dans la mutation en cours,la raison l'emporte sur la violence.*

page 4 Le plein emploi, faut-il y croire encore ?

MICHEL BERGER *montre que l'objectif du plein emploi est une illusion, il faut savooir ` partager les richesses en fonction d'autres critères, et c'est une révokution.*

page 6 La fin du rêve ?

JEAN-PIERRE MON *raconte comment le rêve américain d'une journée de quatre heures de travail et d'une semaine de quatre jours s'est transformé en un cauchemar où le travail menace d'envahir toutes les heures de notre vie avec des emplois inutiles.*

• RÉFLEXION

page 9 L'heure du choix a sonné

IV. Quel avenir avec le transhumanisme ?

FRANÇOIS CHATEL *montre que cette idéologie, qui consiste à dévoyer les connaissances scientifiques pour créer une classe d'inhumains sur-hommes, est suicidaire pour toute l'humanité.*

• TRIBUNE

page 13 Mondialisation, territoire et démocratie

CHRISTIAN AUBIN *défend l'idée que donner plus d'autonomie aux régions européennes c'est priver les peuples de l'UE de leur souveraineté.*

PRIX en FRANCE 2,20 € ISSN : 2117-5047 *commission paritaire* N°0418 I 83051

Et que la sagesse gagne !

Il y a, certes, bien des raisons de désespérer de l'intelligence humaine : TF1 a encore des millions de spectateurs; il y a encore des militants de droite pour faire confiance à Sarkozy et à la dynastie Le Pen ; les restaus du cœur vont avoir fort à faire, plus que jamais cet hiver, car la pauvreté s'accroît, même en France. Et dans ce si riche et si beau pays, on ne fait plus seulement la quête pour la santé ou la survie des déshérités, c'est maintenant l'université qui tend sa sébille : je viens de recevoir un appel à l'aide de la FSMP, que je ne connaissais pas, c'est la *Fondation Sciences Mathématiques de Paris* ! Bravo, le gouvernement "socialiste" !!

Il y a, hélas aussi, de très sérieuses raisons de s'affoler en découvrant ce qui se mijote, souvent en grand secret : traités de libre échange, dont celui entre l'UE et les États-Unis, projet transhumaniste, à propos duquel François Chatel nous alerte, et qui est peut-être ce qu'on a, jusqu'ici, imaginé de pire pour accaparer et dévoyer les connaissances scientifiques.

Ces diverses raisons peuvent donc inciter à ne plus rien vouloir entendre, à se retrancher derrière ces formules toutes prêtes et qui courent toujours : on n'y peut rien, il y a toujours eu des riches et des pauvres, il y aura toujours des guerres parce que l'homme est comme ci ou comme ça. Bref, à accepter ce qu'affirmait Margaret, TINA : «*il n'y a pas d'alternative*».

Faire ce choix égoïste, celui du court terme limité aux proches, c'est démissionner de ses responsabilités en tant qu'être humain.

La nouvelle résistance

Mais, heureusement, il y a, et partout dans le monde, des citoyens qui ne se résignent pas. N'acceptant pas qu'on leur présente "les autres" comme des rivaux contre lesquels ils devraient toujours se battre, ils refusent de courir pour être "compétitifs", ils pratiquent et organisent entre eux la solidarité et le partage (dans les SELs, les AMAP, les coopératives et les mutuelles qui restent fidèles à l'idéal pour lequel elles ont été fondées…).

Certains font plus : ils ne se contentent pas de résister, ils réfléchissent aussi. Et j'ai l'occasion d'en rencontrer quand je suis invitée à animer un débat, par exemple après la projection du film *La Dette* (**www.ladettelefilm.com**) qui attire toujours des gens dont l'esprit est particulièrement ouvert.

C'est ainsi que, fin novembre, j'ai eu la chance de faire la connaissance de Daniel Walter et de tout un monde qu'il anime avec une intelligence et une disponibilité hors du commun. Voilà trois ans, qu'à son initiative, et avec la participation d'une demi-douzaine d'associations, un *festival du film engagé* est organisé. Pendant une douzaine de jours, dans l'une ou l'autre des communes de la vallée entre Thann et Mulhouse, sont projetés, gratuitement, des films «*choisis pour la vision qu'ils portent sur l'actualité, qui nous amènent à réfléchir sur notre société et parfois à nous remettre en cause, parfois à porter un regard critique sur nos comportements vis à vis de l'environnement, notre rapport à la politique, à l'économie, à la santé, sur la place qui est donnée à l'humain, à notre façon d'aborder le vivre ensemble. Et pour prolonger la réflexion initiée par la projection des films, des intervenants seront présents après chaque film pour lancer le débat et faire de ce festival un véritable outil de démocratie*».

L'ambition des initiateurs est donc claire.

Ce type de démarche est efficace. Car depuis deux ou trois ans, dans les débats auxquels je participe, je remarque que le public est de plus en plus réceptif. Je le constate aux réactions quand j'évoque l'idée d'une monnaie qui ne pourrait pas circuler (ce que l'informatique a rendu possible), pour empêcher que «*l'argent rapporte à l'argent*». Quand je m'adresse à une personne qui a reçu une formation en économie, même si elle fait partie "*des économistes atterrés*", la réaction est atterrante: c'est impensable ! La fermeture est au moins aussi nette, et encore plus désespérante, chez la quarantaine des participants à un forum internet auquel je participe, et qui a pourtant été créé justement afin de réfléchir à une réforme de la monnaie. La raison en est sans doute qu'il s'agit de gens tellement habitués à éplucher les bilans des banques et les comptabilités qui sont en usage, qu'ils n'arrivent pas à raisonner hors de ces cadres !!

Chez les SELs, qui tenaient cet été à Pamiers un congrès international, l'idée a surpris, mais elle n'a pas été repoussée. Cette attitude est en effet conforme à l'état d'esprit fondateur des SEL : aucun

d'eux, en créant sa propre monnaie, ne songe à en faire un outil de spéculation, les SEL ne conçoivent, spontanément, que des monnaies qui "ne rapportent pas" !

BEAUCOUP D'INITIATIVES CITOYENNES

«*Je crains que l'intelligence ne laisse la place à la violence*». Cette citation de Daniel Walter a été choisie par le journal *Les dernières nouvelles d'Alsace* pour titre de l'article consacré, en octobre 2011, à ce «*personnage atypique aux multiples facettes*». Elle situe bien le combat que n'a cessé de mener ce «*fils d'un ouvrier paysan… qui obtint un CAP de tourneur-fraiseur… et découpa de la tôle pendant 25 ans*».
Et il gagne ce combat, car j'ai trouvé, de la part du public réuni autour de lui, à Saint-Amarin, pour le *festival du film engagé*, un accueil beaucoup plus intelligent, bien plus ouvert que nulle part ailleurs. Les spectateurs ont été étonnés, bien sûr, car l'idée que je présentais était complètement nouvelle pour la plupart d'entre eux (à l'exception évidemment de quelques abonnés à la *GR !*). Mais, spontanément, la réaction a été : «*revenez pour qu'on puisse entrer dans les détails qu'on n'a pas eu le temps d'aborder ce soir, on veut y réfléchir et en débattre ensemble!*»

Des initiatives comme celle de ce *festival du film engagé* ne peuvent évidemment se faire qu'à l'échelle locale. Mais il y en a de plus en plus, et elles font progresser la réflexion citoyenne.
Par exemple, à Cergy-Pontoise, le théâtre 95 vient de présenter *Money*, un spectacle absolument

formidable qui fait comprendre, et en riant beaucoup, le rôle des banques. Le scénario, écrit par un collectif, la mise en scène de Françoise Bloch, les décors, une foule de détails désopilants et pleins de finesse, des jeux de scène souvent géniaux, le ballet que jouent avec leurs "bureaux" à roulettes quatre acteurs bourrés de talent, de naturel et de drôlerie, tout contribue à faire un spectacle parfaitement réussi. À ne surtout pas manquer s'il passe près de chez vous !
Il y a donc bien des raisons d'être optimiste. En voici encore une preuve : un bulletin d'Attac vient de publier un article affirmant que le salariat a fait son temps ! Certes, il ne s'agit pas du journal national d'Attac : les économistes de son conseil scientifique sont encore loin de le reconnaître…
Mais ça fait plaisir de voir qu'un tel texte soit publié.

ALLER PLUS LOIN, C'EST PLUS DUR

Les grands médias se gardent bien de faire état de cette évolution. Ils veillent à ce que ses manifestations ne fassent pas tache d'huile : si la réflexion se propageait, cela pourrait compromettre les affaires de leurs bailleurs de fonds. Et, qui sait, peut-être même faire douter du bien-fondé de leurs beaux discours !
En conséquence, le grand public ne découvre les résistances que lorsqu'elles sont poussées à la violence, qui est souvent provoquée par l'intervention disproportionnée, injustifiée, d'une police, excitée, et bien trop dangereusement armée.
Et quand la mort d'un jeune militant en résulte, il devient plus difficile d'appeler à la concertation et au débat démocratique…
C'est ce combat, celui de la raison contre la violence, que mènent, depuis bientôt 80 ans, les "distributistes" dont la pensée est la raison d'être de ce journal, *La Grande Relève*. Ils s'épuisent à faire comprendre quel autre monde est possible, à inciter les citoyens à refonder ensemble leur société, mais sur des bases complètement nouvelles pour qu'elles soient adaptées aux moyens actuels.

L'HUMANITÉ EST EN MUTATION

Et c'est bien là que réside la grande difficulté qui est le propre de notre combat. Nous pensons qu'il faut tirer les leçons de l'Histoire, mais pas pour se référer à des théories élaborées à une époque où les moyens de production étaient totalement, profondément, différents de ceux d'aujourd'hui. Regarder devant, , pas seulement dans le rétroviseur.
Car se raccrocher à des théories d'un passé révolu, c'est se laisser bercer dans le rêve. Alors qu'il est urgent de comprendre que c'est un avenir totalement différent du passé qu'il nous appartient de créer. Il nous faut faire preuve d'imagination parce que c'est un véritable changement de civilisation que nous vivons, un bouleversement au moins aussi radical que fut l'entrée de l'humanité dans le néolithique, mais celle-ci dura des milliers et des milliers d'années, alors que celle qui se produit sous nos yeux est l'affaire d'un siècle, environ.
C'est sans doute cette rapidité et le manque de hauteur de vue qui en résulte, qui gênent pour prendre bien conscience de cette véritable "mutation".
Mais cette inconscience nous met face à un très grave danger. Celui que les moyens nouveaux apportés par les connaissances scientifiques récentes soient accaparés par une infime minorité et utilisés pour asservir les masses, stupéfaites, paralysées.
C'est déjà le cas avec les moyens offerts par l'informatique : la finance s'en sert pour diriger le monde.
Et ce que préparent les transhumanistes peut être bien pire.

… Tout le contraire de ce que nous défendons !

Marie-Louise DUBOIN

Nous l'affirmons depuis bientôt 80 ans, le salariat a fait son temps. Mais nous ne sommes pas seuls. MICHEL BERGER (nos lecteurs le connaissent depuis GR 1093 et GR 1108), le prouve dans un article publié dans le bulletin Angle d'Attac 92, dont nous reproduisons, avec son accord, les extraits suivants :

Le plein emploi, faut-il y croire encore ?

«Le gouvernement et la coopération sont en tous temps et toutes choses les lois de la vie. L'anarchie et la concurrence sont en tous temps et toutes choses les lois de la mort.»
John RUSKIN *(Unto this last)*

«*Contre le chômage, on a tout essayé*». À regarder l'évolution de l'économie française depuis une trentaine d'années, on ne serait pas loin de donner raison à François Mitterand. À la progression du chômage, les hommes politiques, les économistes, les industriels ne semblent posséder qu'un seul remède : la croissance.

Pour générer cette croissance que tous appellent de leurs voeux, la droite privilégie l'offre, la gauche la demande. La première en aidant les entreprises et en cherchant à réduire le coût du travail, la seconde en augmentant les salaires et les prestations sociales afin de doper la consommation des ménages et donc la relance de l'économie.

Aucune de ces politiques, à la fin des années 2000 n'a donné de résultat. Réduire le coût du travail en faisant pression sur les salaires a pour effet quasi-automatique de ralentir la consommation des ménages, et, à l'inverse, l'augmentation des salaires risque de diminuer la compétitivité et d'inciter les entreprises à délocaliser leurs activités, bien que la productivité des actifs en France soit l'une des plus élevée au monde.

Prisonniers de ce dilemme, les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, s'échinent à faire croire qu'ils appliquent des politiques différentes alors que leurs marges de manœuvre sont à peu près nulles. La droite est terrorisée par les risques de troubles sociaux si elle va trop loin dans l'écrasement des salaires, et la gauche par l'émigration des forces productrices et des investisseurs si elle en limite les profits. Tous se bornent à invoquer "la croissance" de manière incantatoire, sans savoir comment la retrouver, ni s'il est possible ou souhaitable qu'elle revienne. Ni même si elle a encore un sens, alors que le PIB est de plus en plus contesté comme indicateur de la qualité de vie. Pour un peu on ferait des processions autour des Églises comme autrefois pour demander la pluie !

Ces pseudos différences masquent une indifférence commune sur le contenu du PIB, Comme si toutes les richesses qui y sont cumulées avaient la même valeur. Or les économies modernes et en particulier celle de la France sont loin de ne produire que des richesses utiles. On m'objectera que la notion d'utilité d'un bien est tout à fait subjective et que les consommateurs ont sur le sujet des avis divergents. Sans tomber dans un débat qui a fait couler beaucoup d'encre, admettons que l'on peut s'accorder sur une grossière échelle de valeur, par exemple accorder plus d'importance au travail d'une infirmière qu'à celui d'un trader[…].

INÉGALITÉS CROISSANTES

Pour s'en tenir au seul PIB, une question taraude. En France, et dans la plupart des pays il est en croissance, certes de plus en plus réduite, mais cela devrait signifier que les richesses que nous produisons ne diminuent pas, bien au contraire. Comme il y a de plus en plus de chômeurs et de travailleurs pauvres, qui consomment de moins en moins, il faut croire que ceux qui ont du travail ou qui vivent de leur rente en ponctionnent de plus en plus. D'où des inégalités croissantes qui prouvent simplement que la véritable question n'est pas celle des emplois, mais bien celle de la répartition des richesses. Inégalités confirmées par Thomas Piketty qui montre (dans *Le capitalisme au XXIème siècle*) qu'au fil du temps, et hormis quelques périodes assez courtes dans l'Histoire, les richesses s'accumulent toujours au profit des plus riches.

Conséquence du ralentissment de l'économie réelle, la disparition des emplois. Mais elle est aussi due à une augmentation de la productivité du travail. Avec pour conséquence cette contradiction : produire de plus en plus pour de moins en moins de consommateurs.

Contradiction aussi entre le court terme et le long terme. Il est difficile dans la situation actuelle de ne pas espérer un retour de la croissance et avec elle une régression du chômage. Mais on peut raisonnablement supposer que le travail tel qu'on le conçoit deviendra de moins en moins nécessaire pour produire des richesses. Il faudra donc bien que les activités humaines changent de nature, autant s'y préparer tout de suite.

Le capital productif de la vieille Europe, et en particulier celui de la France, se concentre dans un nombre de plus en plus réduit de mains, souvent étrangères, et le travail, de moins en moins nécessaire, ne permet plus aux classes laborieuses de profiter d'un partage équitable des richesses produites. Le Capitalisme, appuyé sur la certitude de l'efficacité des marchés, signe à terme sa propre perte. Seuls les investissements étrangers dans les pays émergents permettent aux plus riches de différer pendant encore un certain temps la catastrophe.

En quelques dizaines d'années, la France a déjà perdu une partie de son patrimoine productif. Les vielles industries, la sidérurgie, le textile, le papier, ont en grande partie disparu. Des industries plus récentes, telles que l'informatique, les appareils ménagers ne sont plus présentes en France que de manière marginale et le secteur automobile français ne survit provisoirement que grâce aux délocalisations, à ceci près que la robotisation, en supprimant beaucoup d'emplois, rend de moins en moins prégnant le coût de la main d'œuvre, ce qui réduit l'intérêt de la chercher ailleurs dans les pays où les salaires sont très bas […].

L'OBJECTIF DU PLEIN EMPLOI EST UNE ILLUSION

Que signifie, dans ces conditions, la recherche permanente de la croissance ? […] À y regarder de plus près, les richesses qui entrent dans la comptabilité économique ne représentent qu'une part limitée de toutes celles dont nous profitons. Toutes les autres, informelles et non recensées, se développeront d'autant plus que le temps de travail au sens traditionnel du terme se réduira.

Ne nous leurrons pas, les emplois classiques ne reviendront pas, et l'objectif du plein emploi est une illusion. L'inexorable diminution du temps de travail, observée depuis des décennies est loin d'être achevée. Ce n'est pas un drame si notre productivité nous permet de fabriquer assez de richesses utiles pour tous sans exiger autant de "travail" au sens traditionnel du terme. **Ceci bien sûr à condition de savoir partager ces richesses en fonction d'autres critères : c'est une révolution qui remet en cause toute la division sociale du travail et la réciprocité devenue toute théorique entre production de richesses et droit d'en user.** Théorique car de tout temps les hommes n'ont eu de cesse de s'emparer des richesses produites par les autres. Par la force comme ce fut le cas des sociétés esclavagistes ou par le maintien d'organisations sociales qui justifient la prédation, comme c'est le cas du capitalisme. Car gagner plus en travaillant moins est un souhait universel.

NDLR : C'est nous qui soulignons.

L'esclavage a marqué cette forme de domination pendant des millénaires. Il n'a pas totalement disparu, mais ne s'exerce plus que sous des formes dissimulées. La réprobation de l'esclavage, récente au regard de l'Histoire, est néanmoins devenue quasi-universelle. En revanche, le salariat est la forme la plus usitée du travail, et celle sur laquelle tout le monde compte pour "créer des emplois" […]. Or le salariat implique, comme l'esclavage, une dépendance, non plus celle de l'esclave vis-à-vis de son maître, mais celle du salarié vis-à-vis de son employeur. Dépendance moins sévère, mais néanmoins très réelle. Si l'employeur n'a pas tout à fait le droit de vie ou de mort sur le salarié, comme le maître l'avait sur l'esclave, la différence est toute relative. Car celui qui perd son salaire perd aussi le droit d'exister. La société y remédie (en partie) grâce à des mesures dites "sociales", mais celles-ci ne portent que sur la survie physique, et encore, très partiellement. L'existence morale, affective, intellectuelle est refusée au chômeur. Et c'est insupportable dans une société qui se prétend civilisée.

Car n'en déplaise à certains, le chômage est plus que rarement volontaire.

UN SYSTÈME NOUVEAU EST À INVENTER

Si l'humanisme progressait dans les esprits, et avec lui le refus de toute dépendance entre les hommes, le salariat devrait susciter une répulsion analogue à celle que nous ressentons vis-à-vis de l'esclavage. Car le salariat est à l'esclavage ce que la prostitution est au viol. Il faudra bien qu'un jour on s'en indigne. Cette remise en cause du salariat et de tous les modes de production et de distribution des richesses serait vaine sans une vision à long terme. […] Elle existe déjà dans les propositions de revenus d'existence, mais sa mise en pratique se heurte à la difficile cohabitation entre une économie capitaliste fondée sur la loi du plus fort, et un "État providence" soupçonné de favoriser la nonchalance et la paresse. Cette allocation, dispensée indifféremment à tous, de la naissance à la mort, pourrait cependant renverser le regard que nous portons sur ceux que rejette l'économie traditionnelle. Le "non-travail" pourrait alors être considéré comme la conséquence d'un choix – on gagne peu mais on réduit ses besoins - et non plus celle d'un rejet par la société.

Il s'agit donc d'un système nouveau à inventer pour s'insérer dans un mode de production fondé sur des valeurs telles que la solidarité, l'émulation, la gratuité…

LA FORCE DES HABITUDES

J'entends venir les critiques tant la défense de la "valeur travail" imprègne nos habitudes. Mais le travail n'a de valeur que s'il est créatif, librement consenti, susceptible d'apporter épanouissement individuel, expérience, amélioration des facultés physiques ou intellectuelles. S'il s'accompagne aussi de rapports sociaux liés à toute organisation collective. Or tous ces facteurs ont souvent en grande partie disparu dans nos formes modernes du travail. Ou du moins ils n'apparaissent plus que négativement lorsqu'une entreprise ferme ses portes. On les retrouve cependant dans les multiples formes d'organisation du temps libre, hobby, implication bénévole dans des associations, toutes activités qui concourent à la création de richesses collectives, même si elles ne rentrent pas dans l'économie monétaire et la quantification du PIB.

[…] Au lieu de se borner à des réformes de détail visant à rendre le travail un peu plus efficace et un peu moins inhumain, il serait temps de se tourner vers d'autres formes d'organisation du travail. Il en existe déjà, ne serait-ce que les SCOOP, en plein essor, ou même simplement le Service Public, qui évite la prédation capitaliste du travail.

(à suivre)

Pourquoi la durée légale du travail ne diminuerait-elle pas au fur et à mesure que des robots rendent la main d'œuvre humaine moins nécessaire ? JEAN-PIERRE MON s'est aperçu que la réponse à cette question se trouve dans la littérature américaine :

La fin du rêve ?

Le rêve, c'est celui que faisaient les travailleurs américains, dans les années 1930, d'une forte diminution de la durée légale du travail. Pour cela, pendant des décennies, le mouvement ouvrier a organisé des manifestations de rue qui rassemblaient des centaines de milliers de travailleurs. La journée de huit heures, c'était la suite logique du combat commencé avant la Guerre de Sécession (1861-1865) par les femmes des usines textiles de Lowell (Massachusetts) : elles s'étaient battues en 1834-36, quand cette durée était de douze heures ou même plus, pour qu'elle soit ramenée à dix heures. Presqu'un siècle plus tard, en 1922, la revendication d'une semaine de 30 heures s'était largement développée lors de la grande grève des mineurs du charbon. Dans les années 1930, la journée de huit heures ne constituait donc pour les travailleurs qu'un pas de plus dans la réduction progressive de la durée du travail qui, logiquement, on l'espérait alors, devait continuer sans cesse. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'à l'apogée de leurs luttes pour les huit heures, les membres du syndicat IWW[1] aient distribué des tracts réclamant ce qu'ils voyaient pour un proche avenir : une journée de quatre heures, une semaine de quatre jours, et un salaire leur permettant de vivre. «*Pourquoi pas ?*» demandaient-ils.

Et pas surprenant non plus que, lors de la *Grande Dépression* qui suivit le krach boursier de 1929 (qui ne fut terminé que par la seconde guerre mondiale), les syndicats aient réclamé des réductions de leur temps de travail.

Le gouvernement américain, confronté alors à un chômage qui touchait plus de 13 millions de personnes en 1932, dû s'y résoudre. C'était en effet un moyen évident pour s'adapter à la diminution de l'activité, remettre des chômeurs au travail et freiner les licenciements.

Une proposition de loi, connue sous le nom de *Black-Connery Bill*, déposée au Sénat en 1932, imposait aux employeurs de payer une fois et demie les heures effectuées au delà de 30 heures, instaurait un salaire minimum et restreignait l'emploi des enfants. Même le très conservateur président de la Fédération américaine du travail, William Green, était partisan de cette loi. Le texte fut adopté par le Sénat mais rejeté à une faible majorité par la Chambre des Représentants, notamment à la suite de l'intervention du président Roosevelt, soumis à une forte pression des milieux patronaux et hostile lui-même à toute diminution de la durée du travail. S'appuyant sur la nécessité du "*creusement du déficit public*" en période de crise, le *New Deal* de Roosevelt avait pour but d'employer tout le monde à "plein temps" et la loi sur les normes du travail équitable *(Fair Labor Standards Act*) de 1938 fit de la journée de huit heures une norme intouchable.

Ce fut aux États-Unis la dernière loi de réduction du temps de travail.

Elle mettait fin à un siècle de réductions successives.

Avec la guerre froide, les ouvriers qui continuaient à revendiquer une diminution de la durée légale du travail furent accusés de subversion, traités de communistes. Et de moins en moins de travailleurs purent se syndiquer.

Depuis 1950, la productivité moyenne des travailleurs a été multipliée par quatre, mais les salaires ont stagné… Et comme, bien sûr, la valeur de cette forte productivité devaait aller quelque part : les possédants devenaient de plus en plus riches !

Aujourd'hui, les états-uniens sont les champions mondiaux des pays riches en matière de durée du travail : en moyenne 300 heures de plus par an que leurs équivalents de l'Europe de l'Ouest, notamment parce qu'ils n'ont pas de congés payés.

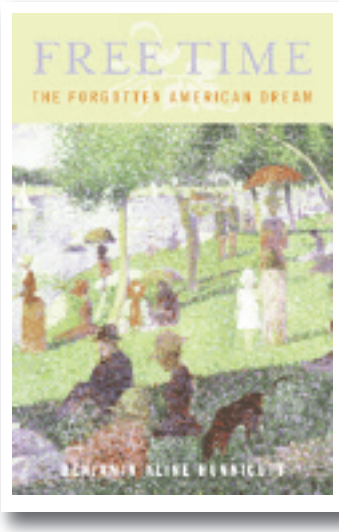
Que s'est-il donc passé ?

Dès la fin du XIXème siècle, le simple bon sens laissait augurer que les progrès de la technologie devaient forcément libérer de plus en plus de temps pour les "loisirs". Déjà en 1888, Edward Bellamy imaginait[2] une société dans laquelle les gens ne travailleraient que 4 à 8 heures par semaine. En 1930, le très célèbre économiste britannique John Maynard Keynes[3] pensait qu'en 2030 (un siècle plus tard, tout de même…), on n'aurait besoin de travailler qu'environ 15 heures par semaine[4]. En 1933, Jacques Duboin publiait *La Grande Relève des Hommes par la Machine*[5] et en 1935, *La Grande Révolution qui vient*[6], dans lesquels il expliquait que le progrès scientifique conduit immanquablement au remplacement progressif de l'homme par la machine et que, le travail disparaissant, il faut une nouvelle donne qui combine une forte diminution de la durée du travail, un revenu social assurant un niveau de vie décent pour tous et un service social temporaire pour assurer les tâches que la machine ne peut pas effectuer : c'est ce qu'il a appelé *l'économie distributive*.

Un peu moins d'un siècle plus tard, les technologies de la communication et de l'information et des robots de plus en plus sophistiqués se substituent à l'homme dans de nouvelles taches[7]. Mais au lieu de le libérer, la technologie l'asservit de plus en plus : «*Nous devons consulter nos courriels à chaque heure du jour, assister à des vidéo conférences même en week-end et pendant les vacances pour être sûr qu'on ne nous oublie pas…*»[8].

Pourquoi donc la prévision de Keynes, techniquement possible, avidement attendue dans les années 1960, n'est-elle plus en train de se réaliser ? On prétend qu'elle n'a joué aucun rôle dans l'énorme développement du consumérisme ? Voici pourtant le constat fait par N. Schneider : «*Un nouveau rêve américain a peu à peu remplacé celui de la journée de quatre heures. Au lieu de loisir et d'épargne, la consommation est devenue un devoir patriotique. Les entreprises peuvent justifier n'importe quoi – tant la destruction de l'environnement que la construction de prisons - pour inventer plus de travail. L'enseignement classique, originellement destiné à préparer les gens à utiliser leur temps libre intelligemment, a été réformé pour devenir une formation professionnelle coûteuse et inefficace. Nous avons cessé d'imaginer, ce que Keynes croyait si raisonnable, que nos petits-enfants vivraient mieux que nous mêmes. Et, nous espérons seulement qu'ils auront un travail… et peut-être même un travail qu'ils aimeront*»[9].

Et Benjamin Kline Hunnicutt, historien à l'Université d'Iowa qui consacre tout son travail à démonter "l'amnésie nationale" sur ce qu'était le rêve américain de plus de loisirs, explique dans son dernier ouvrage, *Free Time* (Temps Libre), comment ce rêve est devenu une "contre-utopie", et comment le travail menace d'envahir toutes les heures de notre vie : en créant des emplois inutiles.



Des "emplois de merde"

Ce sont les termes peu élégants (dont la traduction en anglais est "Bullshit Jobs"), qu'utilise le sociologue américain David Graeber pour qualifier ces nouveaux emplois "créés" pour détruire "le rêve". Comment, en effet, réussir à faire travailler les gens de plus en plus si on n'invente pas des emplois pour continuer à défendre l'idéologie biblique du travail ? Et c'est ainsi que «*un très grand nombre de personnes en Europe et en Amérique du Nord tout particulièrement, passent leur vie entière de travail à effectuer des travaux qu'en leur for intérieur ils estiment inutiles. Les dégâts moraux et spirituels qui en résultent sont profonds… mais personne n'en parle*»[11].

Que sont ces emplois qui ont été créés depuis le 20 siècle ? Ils sont très nombreux et infiniment variés. Le *Rapport sur l'emploi aux États-Unis entre 1910 et 2000*[12] montre que le nombre de personnes employées comme domestiques s'est dramatiquement effondré dans l'industrie et dans l'agriculture. Mais que, dans le même temps, les emplois dans les secteurs des services sont passés de 25% à 75% à de l'ensemble de l'emploi total. Le secteur des services a été énormément gonflé, surtout celui du secteur administratif, au point qu'on a assisté à la création de nouvelles industries telles que les services financiers, le telemarketing, etc… et à l'expansion de tout ce qui concerne le droit des entreprises, de l'administration de la santé, des ressources humaines, des relations publiques, … plus ceux des services techniques, administratifs ou de sécurité qui ont été créés spécialement pour ces nouvelles industries. «*C'est*, dit en substance Graeber, *comme s'il y avait quelqu'un quelque part qui inventait des emplois inutiles simplement pour qu'on travaille tous*»[11]. Et c'est un grand mystère, car dans le système capitaliste c'est justement ce qui ne devrait jamais arriver : selon la théorie économique, la dernière chose qu'acceptera une entreprise cherchant à faire du

profit, c'est de payer des employés dont elle n'a pas réellement besoin ! Graeber précise : «*La réponse n'est pas économique : elle est morale et politique. La classe gouvernante a imaginé qu'une population heureuse et productive disposant de temps libre constitue un danger mortel (pensez à ce qui s'est passé dans les années 60 quand ces conditions commençaient à se réaliser…). Qui plus est, le sentiment que le travail est en soi une valeur morale et donc que les gens doivent être soumis à un travail intense même s'il ne sert à rien, lui convient extraordinairement bien*».

Références :

1. *Industrial Workers of the World* (= Travailleurs industriels du monde), syndicat international fondé aux États-Unis en 1905.
2. *Looking Backward*, 1888, (édition française *Cent ans après*, éd. Fustier)
3. Jacques Duboin, «*L'oracle des orthodoxes de notre pays*», dans *Rareté et Abondance*, éd. OCIA (1945).
4. John Meynard Keynes, *Economic Possibilities for Our Grandchildren*, (=les possibilités économiques pour nos petits-enfants), dans *The Nation and Athenaeum*, (1930).
5. Jacques Duboin, *La Grande Relève des Hommes par la Machine*, éd. Les Editions nouvelles, (Paris 1932).
6. Jacques Duboin, *La Grande révolution qui vient*, éd.Les Editions nouvelles, (Paris 1935).
7 . Jean-Pierre Mon, *Adieu l'emploi !*, dans *GR*1151, (mars 2014).
8 – *How did workism conquer the world* ? (= Comment la "travaillite" a-t-elle conquis le monde ?),
http ://www.nickbarlow.com/blog/?p=3326.
9. Nathan Schneider, *Who stole the Four–Hour Workday ?* (= Qui a volé la journée de quatre heures de travail ?), dans *VICE Media LLC*, 5/08/2014.
10. Benjamin Kline Hunnicutt, *Free Time : The Forgotten American Dream*, (= temps libre, le rêve américain oublié), éd. Temple Press, (novembre 2013)
11. David Graeber, *On the phenomenon of Bullshit Jobs*, (= À propos du phénomène des emplois de merde), *dans Strike Magazine*, 12/11/2014.
12. *Occupational changes during the 20th century*, (= Les changements d'occupation au cours du 20ème siècle), dans *Monthly Labor Review*, mars 2006.

Agissez !
Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir et leur faire connaître nos propositions, et puis pour les inciter à s'abonner.
Car s'abonner c'est soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonnés, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.
Merci à nos abonnés de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition.
Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.
Sans réponse à cette lettre, nous espérons encore quelque temps avant de résilier, à contre-cœur, l'abonnement !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

M. Doubre 7- R. Guérin 17 - A. Lavie;17 -. Total 51 euros.

Merci à tous !

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal, en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'en ont pas les moyens mais tiennent à le lire et à le diffuser.

Dans ses articles précédents, FRANÇOIS CHATEL a rappelé les trois voies envisagées pour survivre au réchauffement climatique. Après le "développement durable", il aborde ici la deuxième, le "transhumanisme" :

L'heure du choix a sonné

IV. Quel avenir avec le transhumanisme ?

«*Le transhumanisme consiste à valider l'anthropomorphisme et privilégier l'émancipation définitive en annihilant tout lien avec la nature, obstacle au développement linéaire de l'humanité, compte tenu de la liberté escomptée grâce aux progrès techno-scientifiques*»[1]. Il est issu du scientisme qui veut, selon la formule d'Ernest Renan, «*organiser scientifiquement l'humanité*» et il est promu par le postulat selon lequel «*on n'arrête pas le progrès*».

Le nombre des adeptes de cette voie augmente. Cette progression est favorisée, en partie, par l'incapacité du développement durable à respecter ses promesses. Et cette situation témoigne de l'état d'esprit des décideurs actuel du monde : la nature est considérée comme une charge incompatible avec le progrès, une obstacle "naturel" à l'émancipation de l'Homme. En témoigne, par exemple, l'échec total du sommet de Copenhague. Ce manque de réaction de la part de nos dirigeants face aux dégradations de l'environnement et du climat, montre combien la tradition judéo-chrétienne de l'Homme-roi conditionne l'inconscient collectif occidental : il faut que la doctrine soit appliquée et que la direction suivie reste la même, quelles que soient les menaces.

Et c'est grave, comme le constate Jean-Claude Guillebaud : «*En réalité, le projet transhumaniste ne relève plus du futurisme ni du délire (…) Il inspire dorénavant des programmes de recherche, la création d'universités spécialisées et d'une multitude de groupes militants. Il influence une frange non négligeable de l'administration fédérale américaine et, donc, le processus de décision politique*»[2].

Les transhumanistes, en majorité de culture anglo-saxonne, souhaitent que l'humanité cesse de suivre son évolution naturelle pour entrer dans une ère post-humaine, prendre ainsi le contrôle de sa destinée en se libérant des contraintes et des affres imposées par sa nature biologique.

Une nouvelle Renaissance ?

Emportés par leur enthousiasme envers les possibilités des nouvelles avancées technico-scientifiques, ces chercheurs n'hésitent pas à prédire l'avènement d'une nouvelle "Renaissance", grâce aux technologies issues des rrécentes avancées de la science (comme le génie génétique, la biotechnologie, l'informatique et de la communication, la science cognitive, la robotique, les nanotechnologies, l'intelligence artificielle…), qu'ils croient capables d'éliminer certains aspects indésirables de la condition humaine (handicap, souffrance, maladie, vieillissement et même la mort). Par exemple, ils pensent que la connaissance du génome personnel permettra de choisir un style de vie adapté et se voir prescrire des médicaments spécifiques, inhiber l'expression de gènes à l'origine d'une maladie, et encore déclencher l'expression de gènes souhaités ; que la thérapie génique somatique permettra de remplacer les organes défectueux par des organes neufs ; que des nanomachines pourront être introduites dans le corps afin de réparer et reconstruire chaque cellule des muscles et des os, détruire chaque cellule d'une tumeur, nettoyer les artères de tout cholestérol. Qu'avec des possibilités d'interfaces hommes-machines, cette technologie rendra possibles des modifications extrêmement poussées de notre corps et qu'ainsi le corps humain et ses aptitudes mentales, soumis jusqu'à maintenant à un vieillissement dégradant, vont pouvoir s'adapter, se régénérer, connaître la jeunesse perpétuelle et la plénitude mentale appropriée. Dans une approche totalement opposée aux transplantations d'organes, la médecine régénérative cherche à utiliser des cellules souches pour régénérer des organes in situ.

Des progrès en ce sens ont été récompensés par le prix Nobel de médecine attribué à Shinya Yamanaka et John Gurdon en 2012.

Se libérer de la Nature

Pour se délivrer des menaces d'apocalypse écologique, l'Homme devrait donc faire appel à la toute-puissance de la technoscience qui l'aurait rapproché des divinités en l'écartant du biologique, ce stade "primaire" dont il pourrait éloigner son corps. Certains voient même, dans la coïncidence entre la dégradation de l'environnement et l'avènement de technologies révolutionnaires, l'occasion de se détacher définitivement de la nature, cette émancipation étant nécessaire à la poursuite du progrès. La victoire sur la nature serait proche, compte tenu des fabuleuses avancées scientifiques qui ont récemment mis à jour ses "derniers secrets" comme le génome humain, les modifications génétiques permettant de franchir les barrières naturelles entre espèces et la nanotechnologie offrant la domination de l'atome. Il s'agit de poursuivre la marche en avant, de "s'autoriser" à exploiter, détruire l'ensemble des ressources naturelles comme le font l'extraction des sables bitumineux, le ratissage des océans par des chalutiers géants, la déforestation comme celle de l'Amazonie, etc. Inutile de se préoccuper des générations futures puisque le progrès croissant correspond à une loi de l'évolution ! Elles trouveront les solutions pour gérer les déchets nucléaires, la pollution de l'atmosphère, régler le climat à leur convenance, reconstruire la biodiversité selon leurs goûts en créant des espèces nouvelles, pratiquer des clonages divers à l'infini, répondre aux besoins alimentaires de l'humanité en fabriquant des festins transgéniques, vivre plusieurs siècles et même atteindre l'immortalité, et se répandre dans les galaxies, etc… Même la gestion économique et politique sera rationalisée ; la logique mathématique et l'intelligence artificielle vont nous libérer de la nature humaine qui n'est, d'après l'œuvre philosophique du libéralisme, qu'un amas de vices égoïstes.

Le scientisme envisage qu'avec la méthode d'inférence dite "bayésienne"[3] d'aide à la décision une solution pour chaque problème s'imposera, sans que ni la volonté des populations concernées, ni la subjectivité d'un décideur, ne puissent les influencer. Cette idéologie poursuit donc ce projet de l'instauration de l'empire du bien, «*cette utopie d'un monde parfait*» selon les termes de Jean-Claude Michéa qui précise «*mais son avènement triomphal se trouve nécessairement subordonné à la fabrication d'un "homme nouveau"*»[4].

Ray Kurzweil, fervent technophile, utilise la théorie de la "singularité" technologique pour dire que rien de ce qui était admis jusqu'alors ne sera plus valide et tout ce qui était considéré comme impossible deviendra possible. Cette théorie est basée sur la loi de Moore selon laquelle la puissance de calcul des ordinateurs double tous les 18 mois. En extrapolant, c'est en 2035, au plus tard, que l'homme aura créé une intelligence supérieure à la sienne et ainsi mis fin à l'ère humaine. Notre intelligence, jusqu'alors confinée dans notre cerveau, deviendra non-biologique et sera des milliards de fois plus puissante qu'aujourd'hui. Allons-nous fusionner avec ces machines, devenir des "cyborgs" surperintelligents, de purs esprits vivants à l'intérieur de machines, l'intelligence artificielle nous permettant de prolonger notre vie indéfiniment ? Dans ce monde nouveau, plus de distinction entre l'humain et la machine, entre le réel et le virtuel, les personnes pourront adopter des corps différents et multiplier les versions de leurs esprits : «*…les êtres humains pourraient être capables de se transformer en êtres dotés de capacités telles qu'ils mériteraient l'étiquette de "posthumains"*»[5].

Religion et dictature, attention !

Face à l'extension de ce mouvement et à l'impact croissant qu'il imprime sur les orientations et les choix de société, critiques et oppositions s'élèvent. Car considérer la science comme unique thérapie efficace pour améliorer la société et pour résoudre les problèmes environnementaux c'est avoir une conception autoritaire de la société, vouloir une oligarchie des "savants" fondée sur l'exclusion des "ignorants". Politiquement, c'est l'abandon de la décision aux technocrates et la croyance qu'il n'y a pas de salut hors d'une "vérité" scientifique. Pour les scientistes, il est nécessaire de combattre partout les irrationalités, croyances ou idéologies qui font de l'ombre à cette nouvelle religion. Toute attaque contre les applications de la science est pour eux de l'obscurantisme, c'est un refus irrationnel et irraisonné du progrès. Une nouvelle inquisition se met ainsi en place.

Pierre Thuillier dénonce cette idéologie : «*Ce qui nous est promis, c'est un monde complètement objectivé, c'est-à-dire où toutes les réalités, hommes compris, seront parfaitement analysées et manipulées*»[6] ; le pouvoir appartiendrait exclusivement aux hommes de science et aux experts scientifiques. Il s'insurge contre cette notion de science "pure", de progrès technique "neutre", de rejet des responsabilités quant aux problèmes rencontrés par l'humanité. C'est l'abandon de la démocratie au profit de la rationalité des ordinateurs, supposés qualifiés pour résoudre nos problèmes. Il nous met même en garde contre notre reconnaissance envers la technoscience : «*Reconnaissons à "la science" de*

nombreux mérites : grâce à elle, les ténèbres sociales et idéologiques que l'on sait ont disparu. Mais il serait regrettable que, aveuglés par la gratitude, nous négligions la menace d'un totalitarisme scientifique»[6].

Ce qui nous menace, c'est en effet une technocratie tellement poussée et généralisée que toute différence idéologique ou politique serait effacée. À rapprocher de la confusion actuelle entre partis de gauche et de droite. Sournoisement, en prétextant les difficultés actuelles, financières et environnementales, dont il a pourtant la responsabilité, le système économico-technique impose un remaniement structurel, qui remet en cause les acquis sociaux, et un scientisme idéologique qui est vecteur de juteux profits… et du pouvoir totalitaire.

Des moyens pour maintenir l'ordre

Afin d'assurer la réussite de cette entreprise de sauvegarde de l'humanité, de son bonheur par la technoscience, la mobilisation générale est décrétée. Bénéficiant des progrès technologiques, des mesures de surveillance sont mises en place, au même titre que les procédures anti-terrorisme. Un contrôle permanent des vies privées est ainsi rendu possible, avec, entre autres, des moyens biométriques très sophistiqués et des drones miniaturisés. Il peut se généraliser sous couvert de la protection des "honnêtes gens", d'une amélioration de la surveillance des individus et de leur santé. Tous les jours se développent et se perfectionnent les outils technologiques qui permettent de contrôler, surveiller, contraindre la population. La loi de programmation militaire 2014 élargit le régime d'accès aux données de connexion des internautes, c'est-à-dire la surveillance des personnes via leurs données numériques. Un protocole d'accord a été signé en juillet dernier entre l'État et trois grandes entreprises françaises, l'opérateur de télécommunications Orange, le groupe électronique Thales et l'éditeur de logiciels Dassault Systèmes, afin de mettre au point le projet Andromède de défense des intérêts nationaux.

Une fois la nature détruite ou entièrement "utilisée", soumise aux caprices de l'Homme, quelle alternative s'offre à l'Humanité, sinon d'accepter le saut dans l'inconnu que représente le tout technologique encouragé et financé par les possédants du système ? Les populations n'auront plus qu'à se soumettre aux savants, aux experts, aux financiers et l'oligarchie totalitariste sera définitivement en place. La technique, formidable source de liberté individuelle et sociale, se transforme peu à peu en dispositif d'aliénation et de soumission. Dès demain, ce sont les machines programmées qui vont nous prescrire ce que nous devons faire. N'allons-nous pas vers ces organisations fourmilières décrites dans des romans d'anticipation comme *Nous autres*, d'Eugène Zamiatine (1921), *Le meilleur des mondes* d'Aldous Huxley (1935) ou *1984* de Georges Orwell (1948) ?

Un aboutissement pour le capitalisme…

«*La "science", il y a bien longtemps, a pu avoir pour fin essentielle de contempler l'ordre de l'univers. Tel était le sens du mot théorie. Mais la science de la société bourgeoise, comme l'ont bien vu Auguste Comte, Marx et bien d'autres, est une science orientée vers l'action, une science conquérante*»[7]. L'avènement du patriarcat, du monothéisme masculin, puis celui de l'idéologie qui consiste à considérer la richesse comme la mise en valeur de la création divine, prolongés par l'émergence et le triomphe du capitalisme, sont les héritiers successifs d'une culture du pouvoir et de la conquête, née de conditions économiques et géographiques imposées[1]. La science est ainsi entièrement conditionnée par la culture occidentale, elle-même totalement infectée par le virus de la domination de l'Homme sur tout ce qui est lié à la nature… Comme l'explique J-C Michéa[8], le modèle capitaliste productiviste et la culture qui le soutient, avec ses notions de puissance, d'individualisme et de concurrence, avec le concept d'un progrès matérialiste infini censé mener au bonheur, avec son postulat sur la perversion de la nature humaine, sa négation et son exploitation de la nature, représente le meilleur allié du développement technoscientifique. Et réciproquement, chacun se nourrit de l'autre. Cette association entre le capitalisme globalisé et l'idéologie scientiste proclame que l'avenir de l'humanité n'est lisible qu'à partir de la croissance économique liée à la recherche de profits financiers immédiats et au progrès incessant des "nouvelles technologies". La science n'est pas neutre, elle est soumise au système économique. Et le capitalisme a constamment besoin de nouveautés techniques pour maintenir l'offre et susciter une envie insatiable dans la population. Sollicitée en ce sens, la science y répond.

Mais qui pourra bénéficier de ces technologies coûteuses ? Les nantis, bien entendu. Les écarts de richesse au niveau mondial créeront des espèces de sous-hommes, corvéables à merci et fournisseuses d'une main d'œuvre à bas coût.

Jean-Paul Malrieu s'en inquiète : «*L'accès à des technologies de plus en plus sophistiquées, de plus en plus coûteuses, ne travaille pas nécessairement à une amélioration du bien commun, elles peuvent être un projet pour une élite*»[9]. Et Guillebaud renchérit : «*Si vous acceptez ce concept de "l'homme amélioré" par le truchement de la technologie, alors vous acceptez du même coup qu'il pourra y avoir demain des "humains plus performants" que d'autres, c'est-à-dire des "surhommes" et des "sous-hommes". C'est par ce biais qu'on renoue, inconsidérément, avec le nazisme, en fracturant le concept d'humanité qui n'a de sens que s'il est indivisible*»[2].

L'homme nouveau

Fukuyama, en adepte optimiste de la biotechnologie, annonce le commencement proche d'une nouvelle histoire, au-delà de l'humain. Lewis Mumford disait déjà : «*L'homme moderne… en érigeant en absolus les connaissances scientifiques et les inventions techniques, a transformé la puissance matérielle en impuissance humaine*»[11]. À ce propos, Bill Joy interroge : «*Si nous devenons des extensions de nos technologies, quelles sont nos chances de rester nous-mêmes et, même, de rester des êtres humains ?*»[12]. Et Hans Moravec répond : «*Cela vous gêne-t-il beaucoup aujourd'hui que la branche des tyrannosaures se soit éteinte ? Le destin des humains sera sans intérêt pour les robots superintelligents du futur. Les humains seront considérés comme une expérience ratée*»[10].

Serait-ce alors la fin de l'Homo Sapiens ? Certains l'envisagent en raison de ce qui est considéré comme la tare de notre espèce, son corps biologique, et de ce qu'il représente de rattachement à la nature. Malgré les «donneurs d'alerte», comment ramener à la réflexion rationnelle une population endoctrinée par une telle idéologie ?

Si, jusqu'à présent, les technologies nucléaires, biologiques et chimiques utilisées dans les armes de destruction massive sont développées dans des entreprises d'État, les technologies du XXI ème siècle se distinguent par des usages clairement commerciaux et sont quasi exclusivement développées par des entreprises du secteur privé. Ces nouvelles productions représentent un danger planétaire en cas d'accident ou de fuite de laboratoire qui ne saurait se comparer aux effets de Tchernobyl ou Fukushima. Elles représentent une menace colossale car elles ont la capacité d'engendrer des accidents et des abus totalement inédits. Ces accidents et ces abus, au contraire du nucléaire, sont dans une large mesure à la portée d'individus isolés ou de groupes restreints.

Le choix

Comme le souligne Guillebaud : «*La combinaison des deux, technique et marché, aboutit à cette étrange "fuite en avant" que nous sommes en train de vivre, une fuite sans dessein précis ni destination claire*»[13]. En effet, cette combinaison considérée aujourd'hui comme "naturelle" (la technique pour suppléer aux carences de la nature humaine, et le marché pour gérer les échanges entre individus égoïstes), cette "pensée unique" s'est imposée, telle une loi universelle. Où nous conduit cette association ? Ceux qui la dirigent et en tirent bénéfices le savent-ils vraiment ? Leur "stratégie" n'est-elle qu'une poursuite aveugle de ce qui a marché auparavant mais nous dirige droit dans un mur ? Les humanistes seraient donc malvenus de sous-estimer cette nouvelle réalité. Dans cette course qui est déjà commencée, le temps joue maintenant contre eux. Vont-ils consentir à accepter ce pari qui peut être suicidaire ? Vont-ils se laisser contaminer par une croyance, sans en débattre et sans consultation démocratique ? Vont-ils laisser la prise de décision aux post-humains ou aux "cyborgs" ?

François CHATEL

Références :

1. François Chatel, *L'heure du choix a sonné*, dans *GR* 1155. Le transhumanisme a été abordé par Bernard Blavette, *L'imposture capitaliste, la fin de l'histoire*, dans *GR*1101

2. Jean-Claude Guillebaud, *La vie vivante. Contre les nouveaux pudibonds*, éd. des Arènes (10 mars 2011).

3. Méthode qui s'appuie sur le théorème de Bayes, en mathématique statistique, pour déduire la probabilité d'un événement à partir de celles d'autres événements déjà évaluées.

4. Jean-Claude Michéa, *L'empire du moindre mal : essai sur la civilisation libérale*, éd. Flammarion (2007).

5. Nick Bostrom, *A history of transhumanist thought*, dans *Journal of Evolution and Technology*, vol. 14, no 1, avril 2005.

6. P. Thuillier, *contre le scientisme*. Le petit savant illustré, éd. Seuil, (1980),http://sniadecki.wordpress.com/1980/04/20/-thuillier-scientisme/

7. Pierre Thuillier, *Gentille science et vilaines applications*, dans *La Recherche* en 1979.

8. Jean Claude Michéa, *L'empire du moindre mal: essai sur la civilisation libérale*, éd. Flammarion (2007).

9. Jean-Paul Malrieu, *La science gouvernée. Essai sur le triangle science/techniques/pouvoir*, Librairie Ombres blanches, Toulouse.

10. Jean-Claude Guillebaud, *La vie vivante. Contre les nouveaux pudibonds*.éd. des Arènes (10 mars 2011).

11. Lewis Mumford, *Les Transformations de l'homme*, éd. de l'Encyclopédie des Nuisances (1974).

12. Bill Joy, *Pourquoi le futur n'a pas besoin de nous*, dans *Wired Magazine*, (2000).

13 Jean-Claude Guillebaud, *L'homme est-il en voie de disparition?*, dans *Les Grandes Conférences* (2004).

CHRISTIAN AUBIN est convaincu que supprimer les frontières nationales et remplacer en Europe les États-nations par des "euro-régions" c'est supprimer les droits des peuples. Il expose ci-dessous ses arguments et cite ses références :

Mondialisation, territoire et démocratie

Notre pays, affaibli par l'accentuation brutale des politiques néolibérales menées depuis des années contre sa population, affronte de surcroît, depuis des mois, un contexte géostratégique explosif. En toile de fond, le groupe Islamique EIIL (État Islamique en Irak et au Levant) élargit le champ d'action de son activisme sanglant et lourdement armé, de la Syrie à l'Irak. Il se crée ainsi une redoutable poudrière, dans un Moyen-Orient premier fournisseur de pétrole de la planète. La responsabilité des États-Unis est lourdement engagée dans ce désastre. En 2003, pour mener à bien leur projet politique de redécoupage de la région (les frontières étatiques devant s'estomper au profit des communautarismes religieux régionaux), ils ont envahi l'Irak et détruit sauvagement le pays pour renverser Saddam Hussein. Aujourd'hui, c'est l'EIIL qui tente d'installer un "califat" transfrontalier Irak-Syrie, dans cette région sans doute la plus instable du monde.

On retrouve dans diverses situations cette tentative d'estomper les frontières des États-nations en créant des conditions de regroupement sur des bases communautaires, religieuses, claniques ou tribales. «*Ce fut le cas en Europe de la destruction du cadre étatique yougoslave et du blocage depuis 20 ans de la Bosnie divisée en entités "ethnico-religieuses " homogènes (Serbes orthodoxes, Croates catholiques, Musulmans), suivant l'accord de Dayton de 1995*»[1].

La stratégie de "régression historique" qui sous-tend ces grandes manœuvres impérialistes, consiste à saper les cadres (de type étatique par exemple) pouvant garantir les acquis sociaux des peuples. Les compromis nationaux de type "modèle social" sont décriés par les forces politiques au service du néolibéralisme car ils font obstacle aux intérêts économiques et politiques du capitalisme mondialisé.

La cohérence de cette stratégie de domination planétaire s'exprime dans la filiation conduisant de "l'effacement des frontières nationales" par la guerre s'il le faut, à "l'effacement des droits des peuples" par les clauses sidérantes des multiples traités de libre-échange en vigueur. C'est le cas en particulier du TAFTA en cours de négociations secrètes entre les États-Unis et l'Union Européenne. J'ai expliqué en février dernier (GR 1150) pourquoi il faut agir pour stopper la poursuite de ces négociations : le pacte TAFTA scellerait la soumission volontaire des États de l'Union Européenne (UE) et des États-Unis au diktat des multinationales.

Il faut insister sur l'importance politique majeure de ces traités pour les multinationales. Leurs puissants lobbies agissent au sein des institutions ayant en charge les négociations de ces traités (la Commission Européenne pour l'UE) afin d'obtenir des clauses juridiques capables de "désactiver" le cadre national, celui des lois et réglementations. C'est en effet dans ce cadre que s'exprime la force citoyenne du peuple, une souveraineté qui est le pire ennemi de la liberté absolue d'exploiter que revendiquent les forces du capital.

Il me paraît important d'évaluer, dans ce contexte, le projet de loi de réforme territoriale présenté le 18 juin dernier au conseil des ministres. Il entend en effet confier plus d'autonomie aux régions, y compris en leur conférant le pouvoir d'adapter localement les lois votées par l'Assemblée nationale. Mais cette réforme s'inscrit également dans le cadre de l'UE, où depuis des années se déroulent en coulisse des tractations complexes de mise sur pied, au sein des pays de l'Union, des structures régionales européennes, y compris transfrontalières, qui visent à se substituer aux États-nations. Dans ces nouvelles régions européennes, étrangères par nature à toute souveraineté nationale, pourrait alors se diluer la petite part de prérogatives nationales qui ne serait pas encore sous la coupe de Bruxelles

Le contexte explosif qui nous préoccupe actuellement ne concerne peut-être pas seulement les champs pétrolifères du Moyen-Orient mais aussi le mépris opposé au droit des peuples à asseoir leur souveraineté sur une démocratie réelle, dans leurs territoires nationaux.

Encadré 1 : **Régions françaises "européanisées " et acquis sociaux**

Le président de la région Ile-de-France, le "socialiste" Huchon explique dans son livre, (fort bien nommé *De battre ma gauche s'est arrêtée* !), «*que la région francilienne n'a plus que faire… de la France et qu'elle veut traiter directement avec Bruxelles!*»[2]. C'est le compte à rebours de la course en avant des grandes régions nationales, pour acquérir plus de poids dans l'espace européen, qui est lancé. Faisant fi de la notion de "territoire national", elles rivaliseront d'autant mieux dans le moins-disant social et le mieux-disant patronal (subventions publiques au patronat local) que la réforme territoriale en cours en France comporte leur habilitation à moduler la loi nationale. Qu'en sera-t-il alors des acquis populaires de 1905, 1936, 1945, une fois passés à l'essoreuse de la concurrence libre et non faussée entre régions européennes ? Que deviendront-elles ces grandes conquêtes nationales : sécurité sociale, SMIC, qualifications et conventions salariales, statut de la fonction publique, minima sociaux nationaux, éducation nationale, diplômes nationaux, services publics nationaux et territoriaux? Quel sort sera réservé aux populations victimes de cet immense bouleversement ? Sauront-elles reconquérir le "tous ensemble et en même temps" dans lequel le monde du travail s'était forgé la magnifique culture de conquêtes sociales unificatrices et "égalitaires" ?

Encadré 2 : **Une réforme qui mettra en concurrence les territoires et développera l'inégalité des citoyens devant la loi**

Le premier volet de la réforme territoriale (13 grandes régions métropolitaines contre 22 actuellement) a été adopté par les députés le 23 juillet 2014. Il est bon de rappeler que depuis les gouvernements Raffarin (2002-2005), la décentralisation dans laquelle s'était engagée la France s'est transformée en une régionalisation en bonne et due forme.
Le chef de l'État dans sa tribune à la presse quotidienne régionale du 3 juin 2014[3], a expliqué que «*les régions françaises seront de taille équivalente aux autres régions européennes et seront ainsi capables de bâtir des stratégies territoriales. A ce titre, les régions disposeront de compétences stratégiques élargies et d'outils pour accompagner la croissance des entreprises. Elles deviendront également la seule collectivité compétente pour porter les politiques de formation et d'emploi, pour intervenir en matière de transports, des trains régionaux aux bus en passant par les routes, les aéroports et les ports. Elles géreront les lycées et les collèges. Elles auront en charge l'aménagement et les grandes infrastructures*».
Sous couvert de décentralisation, les abandons ou transferts de certaines missions de l'État à des pouvoirs régionaux (qui auront la possibilité d'adapter la législation nationale) vont conduire, dans le cadre de la logique ultra-libérale du "pacte d'avenir", à une mise en concurrence des territoires, à un nivellement par le bas et à la remise en cause du principe d'égalité des citoyens devant la loi. «*Il y aura donc un traitement spécifique des citoyens en fonction de leur région, ce qui signifie l'émergence de catégories distinctes de Français. C'est ce que montre déjà le "pacte d'avenir", conçu, pour citer M. Ayrault, "pour la Bretagne et par les Bretons" - "les Bretons", et non plus les habitants d'une région. Au risque de réhabiliter certaines catégories constitutives d'une identité régionale*»[4].
Outre l'attaque destructrice contre les fondamentaux de la république et de l'État-nation, il est soigneusement caché au grand public que cette régionalisation s'inscrit désormais dans un "espace européen" considéré comme un tout. L'Europe des régions existe déjà bel et bien, à l'insu des citoyens. Par exemple, sous l'égide de la Commission européenne, les programmes de coopération territoriale intra- et transnationaux (INTERREG) créent dans des espaces dont certains sont très vastes, des "structures de gouvernance" qui échappent aux États[5].

Afin d'éclairer davantage le lecteur sur la question des régions européennes, j'ai choisi de l'illustrer d'une façon plus "technocratique" en m'appuyant sur les travaux de Thomas Perrin, maître de conférences à l'université de Lille 1, dont les domaines de recherche portent en particulier sur l'Europe des régions et la coopération territoriale et transfrontalière.

L'extrait ci-dessous souligne l'absence totale de débat au sein des populations, pour l'organisation en cours de leur cadre de vie. À l'évidence, le caractère antidémocratique absolu de la construction européenne atteint aujourd'hui des sommets.
Les citoyens sont gravement désinformés sur cette question, au point de ne même pas se l'imaginer …

Encadré 3 : **Régions européennes et européanisation des territoires**

«D'une trentaine au début des années 1990, on est passé aujourd'hui à plus d'une centaine d'organisations qui peuvent être considérées comme des eurorégions. Leur nombre a même quasiment doublé en moins de dix ans, de 1999 à 2007. Le succès et la multiplication de ces organisations vont cependant de pair avec des statuts institutionnels généralement précaires qui peuvent grandement compliquer le déroulé de la coopération. Or les organisations européennes ont renouvelé les perspectives d'évolution institutionnelle, et partant de renforcement structurel, des eurorégions : création du statut juridique de Groupement européen de coopération territoriale par l'Union européenne (GECT), mise à la signature au sein du Conseil de l'Europe d'un protocole pour l'établissement d'un instrument juridique de coopération commun, le Groupement eurorégional de coopération (GEC). Cinq ans après la création du GECT, une vingtaine de groupements de ce type ont été mis en place en Europe et autant sont en préparation. Un des atouts de ce nouvel instrument juridique est de couvrir les différentes échelles de la coopération eurorégionale : échelle spatiale : il est utilisable sur l'ensemble du territoire de l'Union et sur ses frontières ; échelle de gouvernance : largeur du spectre possible des partenaires ; échelle de pratique et de modalités : diversité des contenus possibles de la coopération ; projets ad hoc, programmes communautaires, administration d'un partenariat plus durable, etc. En ce sens, le GECT constitue une réponse à la demande sociale et un progrès du droit, mis au service de la simplification et de l'intelligibilité des processus d'action communautaire. Aussi ce type d'initiative peut servir à combler le déficit de lisibilité et de légitimité démocratique dont souffre l'Union. Il ne s'agit pas cependant de croire que le droit positif détermine la réalité. Le GECT constitue certes un progrès, mais n'est pas une fin en soi. Malgré une dimension inédite et novatrice, le GECT peut n'être qu'un vecteur, parmi d'autres, de l'institutionnalisation des eurorégions et il peut y avoir autant de GECT que d'initiatives de coopération. Ainsi, alors que le statut de GEC vient compléter la structuration institutionnelle de la coopération territoriale européenne, la question reste posée de l'émergence, à travers ces dynamiques de coopération, d'un "être institutionnel nouveau". L'exemple des régions françaises montre que les coopérations interrégionales aux échelles nationale et européenne sont des mouvements convergents et complémentaires. D'une part, l'échelon interrégional donne aux régions nationales plus de visibilité et plus de poids dans l'espace européen. D'autre part, la coopération interrégionale apparaît comme un des fers de lance non seulement des dynamiques néo-régionalistes adoptées par les autorités régionales pour se projeter dans l'espace européen, mais encore de l'aménagement et du développement des territoires tel qu'il est promu par les actions du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne. L'interaction entre coopération "interne" et coopération "externe" est d'ailleurs inscrite dans un des textes fondateurs de la coopération territoriale adopté dans le cadre du Conseil de l'Europe, la Convention dite de Madrid sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales. Son article 5 établit que les États accordent aux autorités ou aux collectivités territoriales engagées à coopérer "les mêmes facilités que dans le cas où la coopération s'exercerait sur le plan interne". Ainsi, la multiplication d'initiatives et d'organisations eurorégionales illustre les interactions entre la coopération interrégionale et l'européanisation des territoires, même si la question reste posée de la capacité des dynamiques de coopération à générer de nouvelles formes d'organisation et d'aménagement des territoires, voire de nouvelles institutions territoriales»[6].

Références :
1.Pierre Lévy, *Baril*, dans *Bastille République Nation* n°39- 30 juin 2014
2. Georges Gastaud, 9/9/2014 -http://www.initiative-communiste.fr/articles/luttes/euro-balkanisation-reaction-en-chaine-lancee-georges-gastaud/
3. http://www.gouvernement.fr/action/la-reforme-territoriale
4. Paul Dirkx, *États en miettes dans l'Europe des régions*, dans *Le Monde diplomatique* n° 728, novembre 2014
5.https://www.bmvi.de/SharedDocs/EN/Anlagen/StadtUndLand/LaendlicherRaum/l-europe-s-unit-la-cooperation-transnationale-des-villes-et-des-regions-rapport-interreg.pdf?blob=publicationFile
6.Thomas Perrin, *Régions et coopération interrégionale : dynamiques institutionnelles, de la France à l'Europe* (extraits) dans *Territoires en mouvement*, 2012 (revue de géographie et d'aménagement), http://tem.revues.org/1877

Merci pour votre travail qui permet de faire connaître des idées dont la pertinence se confirme tous les jours. Souhaitons qu'elles soient entendues et adoptées car il en va de la qualité de l'avenir et de l'existence des générations furutes.

A.L. Amphion.

***

Je ne me souviens pas exactement quand le hasard m'a fait rencontrer "La Grande Relève", probablement dans les années 60. Depuis près d'un demi-siècle, sa lecture, sans interruption, a largement contribué à m'éclairer sur la notion d'économie et sur la dictature de la finance.

J'ai bien compris que l'économie capitaliste ne consiste pas à produire des biens et des services uniquement pour satisfaire les besoins de tous, mais pour les vendre en faisant du profit. Tous les moyens y sont bons, s'ils conduisent vers la fortune.

Comment faire pour que les saines réflexions économiques publiées dans La Grande Relève soient portées à la connaissance du grand public ? Aujourd'hui, les grands médias, en particulier les télévisions, en ont la possibilité. Alors ! Si un porte-parole pouvait se faire inviter à une heure de grande écoute pour parler de cette économie de partage vers laquelle il faudrait s'orienter, beaucoup de personnes, me semble-t-il, pourraient le comprendre.

Mais … est-ce possible ?

Je vous envoie un chèque pour recevoir le livre Mais où va l'argent?*, il fera partie des lectures que j'offrirai en fin d'année. Je continue à faire circuler les trois exemplaires de La Grande Relève que je reçois chaque mois, mais je ne sais pas si quelques personnes se sont abonnées.*

R et Y G., Tonnay Charente.

RDLR. Il n'y a guère de chance pour qu'une télévision nous invite à une heure de grande écoute. Observez les économistes interrogés à tout bout de champ : ce sont toujours les mêmes ! On comprend pourquoi, en cherchant à savoir qui les finance !

Le résultat est que même les gens qui ont le plus intérêt à un véritable post-capitalisme, à une société de partage démocratique des tâches et des richesses, en sont encore à demander qu'on leur "offre" des emplois et à souhaiter une croissance dont ils ne veulent pas voir les conséquences !

***

Je souhaite me réabonner à La Grande Relève : j'ai été abonné pendant de nombreuses années et je suis toujours convaincu que ce que vous proposez est la seule alternative à un système qui est à bout de souffle. J'ai rencontré il y a quelques semaines un ancien collègue de travail et ami que je n'avais pas vu depuis longtemps, c'est lui qui m'avait fait découvrir les thèses de Jacques Duboin, il a assisté à ses conférences et il reste convaincu, même si à cause de son grand âge, il désespère de voir l'avènement de ces propositions et il est toujours abonné. Moi, je ne désespère pas, cela se fera quand nous aurons compris que nous sommes dans une impasse !

A.P. Enencourt le sec.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France, *régime intérieur défini par la Poste*. . . . . .23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
Régime international, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, …) . . . . .29,01 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,…) . . . . . .29,81 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,…) . . . . . .30,38 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM .....
IMMEUBLE .....
N° ET VOIE .....
CODE POSTAL ET COMMUNE ☐☐☐☐☐.....

Je commande les ouvrages suivants : .....
....
....
J'envoie pour cela la somme de ..... euros
par chèque .....
date signature

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

- ***JACQUES DUBOIN***
  Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

- ***ET SI ON CHANGEAIT ?***
  Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).

- ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***
  Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

- ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***
  l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer. (édition du Sextant, 240 pages,13 euros)

- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- *Épuisés sur papier, des textes sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple:*
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**
  le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié
(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone, *seulement le lundi après-midi*, 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : http: //www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)